

VD_FINDINFO Décision / 2015 / 192 vom 6. März 2015

VD Tribunal cantonal, 2015-03-06, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision___2015___192

FR: VD_FINDINFO Décision / 2015 / 192 du 6 mars 2015

IT: VD_FINDINFO Décision / 2015 / 192 del 6 marzo 2015

Regeste

DÉCISION D'IRRECEVABILITÉ, SÛRETÉS | 383 CPP (CH)

Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des assurances sociales 06.03.2015 Décision / 2015 / 192

DÉCISION D'IRRECEVABILITÉ, SÛRETÉS | 383 CPP (CH)

TRIBUNAL CANTONAL 158 PE14.019278-VWT CHAMBRE DES RECOURS
PENALE _____ Arrêt du 6 mars 2015

_____ Composition : M. Abrecht , président MM. Perrot et Maillard, juges Greffière : Mme Aellen ***** Art. 383 CPP Statuant sur le recours interjeté le 1 er février 2015 par Q. _____ contre l'ordonnance de non-entrée en matière rendue le 15 janvier 2015 par le Ministère public de l'arrondissement de Lausanne dans la cause n° PE14.019278-VWT , la Chambre des recours pénale considère : En fait et en droit : 1. La direction de la procédure de l'autorité de recours peut astreindre la partie plaignante à fournir des sûretés dans un délai déterminé pour couvrir les frais et indemnités éventuels (art. 383 al. 1 CPP [Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007; RS 312.0]). Si les sûretés ne sont pas fournies dans le délai imparti, l'autorité de recours n'entre pas en matière sur le recours (art. 383 al. 2 CPP). Les sûretés sont réputées fournies dans le délai lorsqu'elles sont remises à l'autorité de recours, versées en sa faveur à la poste suisse, ou encore débitées d'un compte bancaire ou postal suisse le dernier jour du délai au plus tard (Richard Calame, in: Kuhn/Jeanneret [éd.], Code de procédure pénale suisse, Commentaire romand, Bâle 2011, n. 6 ad art. 383 CPP; cf. art. 143 al. 3 CPC [Code de procédure civile du 19 décembre 2008; RS 272.0]). 2. Q. _____ a interjeté recours contre l'ordonnance de classement rendue le 15 janvier 2015 par le Ministère public de l'arrondissement de Lausanne dans l'enquête dirigée contre [...] pour escroquerie, subsidiairement abus de confiance. Par avis du 6 février 2015, la direction de la procédure a imparti à la recourante un délai au 26 février 2015 pour effectuer un dépôt de 550 fr. à titre de sûretés, avec l'indication qu'à défaut de paiement en temps utile, il ne serait pas entré en matière sur son recours. La recourante n'a pas procédé à l'avance de frais requise dans le délai imparti. Elle n'a pas non plus demandé de prolongation ou de restitution du délai. Le recours est dès lors irrecevable (art. 383 al. 2 CPP). 3. Les frais de la procédure de recours, constitués en l'espèce du seul émolument d'arrêt, par 330 fr. (art. 422 al. 1 CPP et 20 al. 1 TFIP [Tarif des frais de procédure et indemnités en matière pénale du 28 septembre 2010; RSV 312.03.1]), seront laissés à la charge de l'Etat (art. 423 al. 1 CPP). Par ces motifs, la Chambre des recours pénale prononce : I. Le recours est irrecevable. II. Les frais de la procédure, par 330 fr. (trois cent trente francs), sont laissés à la charge de l'Etat. III. Le présent arrêt est exécutoire. Le président : _____ La greffière : Du Le présent arrêt, dont la rédaction a été approuvée à huis clos, est notifié, par l'envoi d'une copie complète, à : - Mme Q. _____,

- Ministère public central, et communiqué à : ■ Mme la Procureure de l'arrondissement de Lausanne, par l'envoi de photocopies. Le présent arrêt peut faire l'objet d'un recours en matière pénale devant le Tribunal fédéral au sens des art. 78 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral – RS 173.110). Ce recours doit être déposé devant le Tribunal fédéral dans les trente jours qui suivent la notification de l'expédition complète (art. 100 al. 1 LTF).
La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.